



## DECISION DU PRESIDENT N° 153-23

PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-9  
DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

### Objet : ATTRIBUTION DU MARCHE RELATIF A LA MAINTENANCE DES INSTALLATIONS TELEPHONIES

Le Président de la Communauté de communes,  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5211-9,  
Vu les articles L2123-1, R2123-1 1° du Code de la Commande Publique,  
Vu la délibération du Conseil communautaire du 4 juin 2020, relative aux délégations consenties en application des dispositions de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, autorisant le Président à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés, des accords-cadres et des groupements de commande, en matière de marchés de travaux, de fournitures, de prestations de services et de prestations intellectuelles d'un montant inférieur à 214 000 € ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,  
Considérant que le contrat de maintenance des installations téléphoniques démarre au 1<sup>er</sup> septembre 2023 pour une durée de 3 ans,  
Considérant l'offre de l'entreprise SN2O de Dompierre-sur-Yon (85) pour un montant annuel de 2 500.00 € HT,

### DECIDE

**Article 1** : d'attribuer le marché relatif à la maintenance des installations téléphoniques à l'entreprise SN2O de Dompierre-sur-Yon (85) pour une durée de 3 ans pour un montant annuel de 2 500.00 € HT, soit un montant total de 7 500.00 € HT.

**Article 2** : d'imputer la dépense sur les crédits du budget Général.

**Article 3** : le Directeur Général des Services et le Trésorier sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

**Article 4** : la présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet de la Vendée au titre du contrôle de légalité.

**Article 5** : la présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité et/ou de sa notification et de sa publication.

**Article 6** : conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil communautaire.

Ampliation en sera :

- Adressée au trésorier
- Affichée conformément à la réglementation en vigueur
- Insérée au recueil des actes administratifs
- Notifiée aux personnes concernées

Fait à Saint-Fulgent, le 7 juin 2023

Le Président  
Jacky DALLEY

